

Où sont toutes les femmes dans la politique nigériane ?

vendredi 7 septembre 2018, par [ENIOLA Toluwani](#) (Date de rédaction antérieure : 7 août 2018).

Oser se lancer dans l'arène de la politique nigériane, dominée par les hommes, de surcroît dans l'État conservateur de Borno, dans le nord-est du pays, a été une décision difficile pour Ladi Mamman Watila. Toujours est-il qu'en 2003, M^{me} Watila a présenté sa candidature à la Chambre des représentants (la chambre basse de l'Assemblée nationale du Nigéria), au nom du All Nigeria People's Party. La plupart de ses rivaux étaient des hommes, qui considéraient que sa place était dans la cuisine plutôt que dans le tumulte de la politique nationale.



Dans cette photo du 30 mars 2015, à Kaduna, au Nigéria, une jeune Nigériane longe des affiches électorales, dont certaines du candidat Muhammadu Buhari, vainqueur aux dernières présidentielles. Les femmes au Nigéria luttent pour l'égalité de représentation et de participation dans la sphère politique.

(AP/Jerome Delay)

« Ils m'ont traitée de prostituée », a-t-elle confié à Equal Times. « L'acceptabilité constituait un problème majeur car dans le nord-est du Nigéria, les femmes sont là pour être vues, mais pas entendues. »

C'est sans surprise qu'elle a été battue aux élections par le fils d'un chef local. Ça, c'était il y a 15 ans, cependant pas grand-chose n'a changé pour les femmes comme Ladi Mamman Watila, qui se battent pour l'égalité de représentation et de participation dans le domaine politique.

Cinq élections générales ont eu lieu au Nigéria depuis 1999, année qui marqua le retour du pays à la gouvernance démocratique au terme de longues années de dictature militaire. Depuis lors, toutefois, seule une poignée de femmes ont occupé des fonctions officielles. En 2003, seulement 3 % des personnes élues à des fonctions officielles étaient des femmes. En 2007, ce chiffre a augmenté à approximativement 7 %, avant de redescendre à 5,6 % en 2015.

À l'heure actuelle, sept députés seulement sur 109 au Sénat (la Chambre haute de l'Assemblée) sont des femmes. Aucune femme n'a jamais été élue gouverneur d'aucun des 36 États du Nigéria depuis l'indépendance du Nigéria du règne colonial britannique en 1960.

Cette situation est d'autant plus étonnante que le Nigéria est le pays le plus peuplé d'Afrique et que dans d'autres pays du continent africain, des progrès considérables ont été accomplis dans ce domaine. À titre d'exemple, quatre des 10 pays en tête du classement mondial en termes de représentation des femmes au parlement se trouvent en Afrique subsaharienne (Rwanda, Seychelles, Sénégal et Afrique du Sud), selon une étude récente du *Policy and Legal Advocacy Centre* (PLAC) du Nigéria, intitulée, en anglais, [Women's Political Representation in Nigeria](#). Or les efforts visant à accroître la participation des femmes à la vie politique, la vie publique et l'élaboration des politiques au Nigéria ont jusqu'ici livré des gains négligeables au niveau local, provincial et fédéral.

Les causes de cette sous-représentation

Les causes de la sous-représentation des femmes dans la politique nigériane sont multiples. Bien que les femmes nigérianes aient connu des avancées notables sur le plan socio-économique ; des structures patriarcales continuent de freiner tout progrès du discours féministe et de la cause féminine. Ceci est particulièrement manifeste à travers le prisme de la religion. Le Nigéria est un État multiconfessionnel dont la population de 198 millions d'habitants est répartie pratiquement à parts égales entre Chrétiens et Musulmans. Toutefois, des interprétations conservatrices de ces deux religions font qu'à l'heure d'accéder aux coulisses du monde politique au Nigéria, les femmes se heurtent à des obstacles à la fois culturels et religieux.

Aminat Aji, femme politique de l'État de Kano, dans le nord du Nigéria, a dû braver cet obstacle religieux lorsqu'elle a déclaré son intention de poser sa candidature au Sénat, en 2003, pour la *People's Democratic Party* (PDP). M^{me} Aji était conseillère de la désormais défunte Kudirat Abiola, célèbre militante des droits des femmes et épouse de MKO Abiola, vainqueur des [tristement célèbres présidentielles du 12 juin 1993](#), subséquentement annulées.

D'après M^{me} Aji, malgré le soutien de sa famille, elle s'affrontait toujours à une opposition farouche des politiciens du sexe masculin. « Ils affirmaient qu'une Musulmane n'avait pas sa place en politique. J'ai essayé de dissiper le malentendu. J'ai expliqué que ma seule intention était de les représenter. Mais ils ont retiré mes affiches électorales. J'ai perdu aux élections. »

Les femmes politiques ne considèrent pas toutes la religion comme un obstacle. En 1992, Sarah Jubril est devenue la première femme à se présenter aux élections présidentielles sur la liste du *Social Democratic Party*, mais elle est arrivée en quatrième position. Elle s'est représentée en 1998, cette fois pour le PDP, mais a été battue par l'ancien leader militaire Olusegun Obasanjo, contre qui elle a aussi perdu en 2003. Pour Sarah Jubril, c'est [le paysage tortueux et souvent népotiste et violent de la vie politique au Nigéria](#) - et pas forcément la religion - qui refoule les femmes. « *Dans le Coran [par exemple], le Prophète Mahomet parlait d'accorder la justice aux femmes. Aussi est-ce faire preuve d'une profonde ignorance que d'affirmer que l'Islam est contre la participation des femmes aux affaires politiques.* »

Pour Najatu Mohammed, elle aussi originaire de l'État de Kano, l'expérience de sa candidature à un siège au Sénat sur la liste du *Democratic Party of Nigeria* (DPN) durant le régime militaire de Sani Abacha, en 1998, lui a montré la somme énorme de sacrifices, de détermination et de courage dont doivent s'armer les femmes pour percer dans le monde politique. M^{me} Mohammed a fait remarquer que nombre de femmes sont découragées de disputer des élections pas seulement à cause de l'hostilité qu'elles affrontent mais aussi en raison des nombreuses responsabilités qu'elles portent dans leur ménage. « *Outre le coût financier considérable, il y a aussi une violence inhérente au monde politique. Or nous devons aussi prendre en considération le fait que nous devons nous occuper de*

nos enfants. Il s'agit là de notre rôle principal », dit-elle.

Des figures exemplaires

Malgré tous les défis, le Nigéria compte un grand nombre de femmes politiques et de militantes des droits des femmes exemplaires, qui se sont distinguées sur la scène nationale et internationale. Funmilayo Ransome-Kuti, fondatrice de l'*Union des femmes d'Abeokuta* et mère de l'icône de la musique nigériane, le désormais défunt Fela Anikulapo-Kuti, est considérée comme l'une des pionnières du féminisme nigérian et une figure de proue du mouvement anticolonial.

D'autres personnalités contemporaines à avoir marqué la politique nationale et internationale incluent l'actuelle secrétaire générale adjointe des Nations Unies et ancienne ministre de l'Environnement du Nigéria, Amina J. Mohammed ; Ngozi Okonjo-Iweala, ancienne ministre des Finances et directrice générale de la Banque mondiale entre 2007 et 2011 ; Oby Ezekwesili, ancienne ministre de l'Éducation et coordinatrice de la [campagne Bring Back Our Girls](#) (Rendez-nous nos filles) ; et la défunte professeur Dora Akunyili, ancienne ministre de l'Information et de la Communication, qui s'est fait connaître par son rôle de directrice générale de la *National Agency for Food and Drugs Administration and Control* (NAFDAC), dans le cadre de sa croisade contre les médicaments falsifiés.

Il y a, en outre, diverses organisations et initiatives qui tentent de remédier au déséquilibre hommes-femmes dans la politique nigériane et d'augmenter le nombre de femmes occupant des rôles décisionnels. Comme le PLAC, mentionné plus haut, qui dirige un projet intitulé « [Étendre la participation politique des femmes au Nigéria](#) », avec le concours de la Fondation Ford. Le PLAC promeut l'inclusion comme indicateur-clé de la bonne gouvernance et signale sur son site internet :

« Depuis la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en 1979, et l'adoption du Programme d'action de Beijing à l'occasion de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en 1995, des efforts conscients ont été menés pour mettre en avant l'égalité et l'équité en s'attaquant à la question de la participation politique des femmes. »

Une autre organisation, le [Legal Defence and Assistance Project](#) (LEDAP), mène un programme similaire ayant vocation à aider des politiciennes expérimentées et accomplies à coacher leurs cadettes. Le LEDAP encourage par ailleurs la participation politique des femmes à l'échelle locale.

Remi Sonaiya, ancienne professeur de l'université Obafemi Awolowo, à Ife, dans l'État d'Osun, était la seule femme candidate aux élections présidentielles de 2015, où elle représentait le parti KOWA. Ardente militante pour la parité hommes-femmes dans la politique nigériane, elle a indiqué dans un entretien avec *Equal Times* que malgré son appartenance à un parti minoritaire (la politique nigériane étant dominée par le PDP et le *All Progressives Congress*), elle entend se représenter sur la même liste.

« Je ne tiens pas à rejoindre les rangs d'un parti établi », affirme-t-elle, *« je veux renverser les partis établis parce qu'ils ont manqué à leurs promesses. C'est pourquoi je présente ma candidature à la Présidentielles Nigériane en 2019. Je me présente car c'est par conviction que je le fais. On doit défendre ce qui est juste - il ne s'agit pas seulement de gagner ou de perdre. »*

Plusieurs autres femmes ont exprimé leur intention de rejoindre la course présidentielle hautement contestée de 2019, contre le titulaire Muhammadu Buhari. Funmilayo Adesanya-Davies entend présenter sa candidature pour le PDP, alors que Eunice Atuejide, 39 ans et mère de cinq enfants, a annoncé qu'elle représenterait le parti qu'elle a inauguré l'année dernière, le [National Interest](#)

Party.

Pour M^{me} Sonaiya, la ratification des quotas pour les femmes dans la politique, que le gouvernement nigérian avait soutenu lors de la Conférence de Beijing des Nations Unies en 1995, représentera un pas décisif à l'appui des ambitions politiques de femmes comme Adesanya-Davies et Atuejide. Si cette loi est ratifiée, 35 % des postes ministériels devront obligatoirement être occupés par des femmes, au même titre que 20 % des postes de commissaires aux ministères des États.

Impacts négatifs du déséquilibre hommes-femmes

Les conséquences du déséquilibre hommes-femmes dans la politique nigériane sont diverses mais sont d'autant plus prononcées lorsque les hommes sont laissés à débattre et à légiférer sur des enjeux qui relèvent du développement et des moyens d'existence des femmes et des filles.

C'est ce qui est arrivé en mars 2016, quand la sénatrice pour Ekiti South, Abiodun Olujimi, a présenté une proposition de loi en faveur de l'égalité hommes-femmes et de l'émancipation des femmes, de même que pour la protection des droits des femmes à la terre, la fin de la discrimination sexuelle dans l'éducation et l'emploi et la fin de la violence à caractère sexiste. Le projet de loi en question intitulé [Gender equality and Equal Opportunity Bill](#) (projet de loi sur l'égalité hommes-femmes et l'égalité des chances) a été rejeté en 2016 et à nouveau en 2018 par des sénateurs qui ont invoqué des motifs religieux et culturels.

En mars de cette année, un législateur nigérian de la Chambre des représentants, Gudaji Kazaure, a mis en garde contre l'attribution de pouvoirs excessifs aux femmes, au risque que les hommes politiques « *n'arrivent ici un jour pour découvrir que les femmes sont partout dans cette Chambre et qu'elles vont y semer la pagaille* », selon [sa déclaration reprise](#) sur le portail d'actualités nigérian *Sahara Reporters*.

Pour M^{me} Sonaiya, des commentaires de ce type soulignent à quel point il est important que davantage de femmes occupent des postes décisionnels et influencent la politique publique.

« Quand les hommes dominant le pouvoir, cela signifie que nous n'utilisons que 50 % de notre capacité de prise de décisions. Des études ont montré que quand davantage de femmes participent au gouvernement, c'est la société toute entière qui en bénéficie. Il est de notoriété générale, par exemple, que les femmes se préoccupent davantage pour les services sociaux, l'état des hôpitaux et des écoles etc., parce qu'elles font davantage appel à ces services que ne le font les hommes. »

Aujourd'hui, M^{me} Olujimi concentre ses efforts sur la lutte pour le quota de 35 % de femmes ministres et projette en outre de resoumettre la proposition de loi malgré les échecs antérieurs. Elle a affirmé, lors de son entretien avec *Equal Times* : « *Le Projet de loi sur l'égalité hommes-femmes et l'égalité des chances protégera les intérêts des femmes et contribuera à ce que plus de filles soient éduquées. Les veuves ne seront pas expulsées de la maison de leur mari et les femmes ne seront pas privées de certaines opportunités au travail en raison de leur sexe ou de leur état civil. Les politiciens ont longtemps traité les femmes comme de vulgaires pions, mais nous en avons assez de ces politiques de pure forme. C'est inacceptable.* »

Toluwani Eniola

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Equal Times

<https://www.equaltimes.org/ou-sont-toutes-les-femmes-dans-la#.W5Cnh1RKjIU>